



Nouvelles

Mai 2000
Vol. 32, n° 5
ISSN 1200-4480

DE LA Bibliothèque
nationale



Sommaire

- ◆ Le Centre bibliographique canadien : plus ça change, plus c'est pareil ! /1
- ◆ Les revendications pour une bibliothèque nationale /3
- ◆ Le Centre bibliographique canadien /6

Souvenirs des premiers temps

- ◆ Les premiers temps du Centre bibliographique canadien /9
- ◆ La Bibliographie nationale, il y a cinquante ans /11
- ◆ L'embryon de la Bibliothèque nationale /12
- ◆ Quelques souvenirs des années 50 /13
- ◆ Chronologie des revendications pour une bibliothèque nationale /15

Félicitations

- ◆ Le Centre bibliographique et les Archives publiques : deux directions gérées par M. Lamb /19

La réflexion sur l'historique des services offerts par la Bibliothèque nationale du Canada se poursuivra dans la livraison de juin 2000 des *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*.

Rédactrice invitée, Ingrid Parent,
directrice générale,
Acquisitions et services
bibliographiques

Le Centre bibliographique canadien : Plus ça change, plus c'est pareil

*Ingrid Parent, directrice générale,
Acquisitions et services bibliographiques*

Je suis enchantée d'être la rédactrice invitée de ce numéro spécial des *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. Ce numéro et le prochain célèbrent le 50^e anniversaire de la fondation du Centre bibliographique canadien, précurseur de la Bibliothèque nationale du Canada.



Je suis sûre que vous aimerez lire ces articles pour l'information qu'ils contiennent, les souvenirs qu'ils évoquent, leur humour et leur professionnalisme. Le Centre bibliographique canadien a été inauguré le premier mai 1950 sous la direction de Martha Shepard. Il ne disposait ni de locaux, ni d'une collection, ni d'aucun équipement. Mais il était formé d'un tout petit groupe d'individus dévoués, à la

détermination et à l'enthousiasme contagieux, qui voulaient bâtir une institution nationale au service du patrimoine canadien de l'édition. Le Centre avait aussi l'avantage de bénéficier de l'appui de la collectivité des bibliothèques canadiennes, qui a activement soutenu sa création, et d'un meneur remarquable à tous égards, l'archiviste du Dominion, monsieur W. Kaye Lamb.

Le présent numéro contient des comptes rendus de quelques-uns de ces pionniers. Ils décrivent leurs activités : microfilmer les fichiers de plusieurs bibliothèques à Ottawa et ailleurs, préparer les fiches du catalogue collectif, commencer à prendre contact avec les éditeurs pour qu'ils se mettent à déposer leurs livres au Centre et faire la liste de ces livres pour la bibliographie nationale. Martha Shepard, Hélène Beaudry, Ian Wees, Clarisse Cardin et Paul Kitchen, de Victoria, Gatineau et Ottawa, ont tous partagé leurs souvenirs et leurs anecdotes. Dans le prochain numéro des *Nouvelles de*



la Bibliothèque nationale, plusieurs membres du personnel de la Bibliothèque nationale présenteront ces mêmes services tels qu'ils sont aujourd'hui.

En lisant les informations générales recueillies pour ce numéro, j'ai été frappée de la continuité entre le projet

un hommage aux pionniers du Centre que leur vision d'une institution nationale vouée à documenter et à faire connaître le patrimoine canadien de l'édition et des collections bibliographiques des bibliothèques canadiennes se perpétue encore aujourd'hui.



Vérification des notices bibliographiques.

envisagé voici tant d'années et les services offerts de nos jours. Le catalogue collectif, la bibliographie nationale, les services de référence et de prêt entre bibliothèques, les listes de thèses canadiennes et tant d'autres projets ont tous été méticuleusement planifiés et créés par un petit groupe au début des années cinquante. Je peux personnellement témoigner de certaines des méthodes de travail d'alors. Quand j'ai commencé à travailler à la Bibliothèque nationale en 1971, une de mes tâches était de m'assurer que toutes les fiches collées sur des feuilles de papier brun afin d'être photographiées pour la bibliographie nationale soient bien droites et dans le bon ordre alphabétique. Une fois photographiées, elles étaient soigneusement décollées du papier et reclassées. Et on recommençait le processus en entier pour la refonte annuelle. Aujourd'hui, les méthodes ont bien changé, mais la bibliographie nationale, une liste des publications canadiennes, est toujours produite. C'est

Mais on ne faisait pas que travailler dur, au Centre, même si le personnel travaillait cinq jours et demi par semaine. Comme vous le lirez dans les articles, il y avait aussi beaucoup de moments plus détendus. Je reconnais qu'il y a longtemps que nous n'avons plus fait de danse à claquettes aux réceptions de Noël, mais nous nous sommes rendus célèbres pour quelques autres activités « mémorables ». On ne peut qu'être frappé de la manière dont le personnel du Centre se débrouillait pour atteindre ses objectifs avec si peu d'outils à sa disposition, tout en ayant du plaisir malgré les contraintes du travail.

J'espère que vous trouverez ce numéro instructif et que vous apprécierez ce portrait humain de la vie telle qu'elle était dans les premiers temps de notre Bibliothèque.

Bonne lecture ! ◆

Nouvelles
DE LA Bibliothèque
nationale



ÉDITRICE

Margo Wiper

RÉDACTION

Jean-Marie Brière

Rhonda Wilson

PRODUCTION

Roseanne Ducharme, Denis Schryburt

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont publiées 10 fois par année et elles sont distribuées gratuitement à ceux qui en font la demande. Si vous désirez changer votre adresse, S.V.P. retourner votre étiquette d'adresse avec les changements désirés à Marketing et édition, Bibliothèque nationale du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa, Canada K1A 0N4. Télécopieur : (613) 991-9871.

Internet : publications@nlc-bnc.ca

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont accessibles aussi au service Web de la Bibliothèque nationale à www.nlc-bnc.ca/nl-news/fnlnews.htm

Cette publication peut être reproduite sans autorisation à la condition d'indiquer la source en entier. Les anciens numéros des **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse mentionnée ci-dessus. S.V.P., préciser le(s) volume(s) et numéro(s) désiré(s).

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont répertoriées dans le Canadian Magazine Index, le Canadian Periodical Index, le Children's Literature Abstracts et sont disponibles en direct dans la base de données Canadian Business and Current Affairs.

Tous les moyens ont été utilisés afin de retracer les détenteurs du droit d'auteur des documents utilisés dans cette publication. Tout oubli est involontaire et la Bibliothèque nationale du Canada est prête à rectifier toute erreur commise par mégarde.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2000, représentée par la Bibliothèque nationale du Canada.



Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48-1992.

Le logo de la Bibliothèque nationale du Canada s'inspire de la murale « La Connaissance/Knowledge » créée par Alfred Pellán pour la salle de référence de la Bibliothèque nationale.

Les revendications pour une bibliothèque nationale

Paul Kitchen,

ancien membre du personnel de la Bibliothèque nationale et directeur exécutif de la Canadian Library Association (1975 à 1985)

Ce n'était peut-être qu'une plaisanterie, mais quand John Charlton s'est levé aux Communes, juste avant minuit, le 20 avril 1883, il a été le premier à suggérer un emplacement réel pour la bibliothèque nationale que sir John A. Macdonald jugeait nécessaire.

C'était la Chambre elle-même, « cette sombre chambre », comme l'appela Charlton. Si on pouvait lui ajouter une aile, avec des fenêtres pour laisser entrer l'air frais, les députés s'en serviraient pour leurs débats, laissant beaucoup de place dans la chambre pour y accueillir les livres de la bibliothèque, en particulier si on se débarrassait « d'une bonne portion de vieux bouquins inutiles » pour faire place à des « ouvrages de quelque valeur ».

Même si cette remarque semblait plutôt facétieuse, elle indiquait la conviction du député quant à l'importance des bibliothèques et à la nécessité d'en avoir une au service du public. Le premier ministre avait du mal à faire accepter ce concept par les députés. Quelques jours auparavant, en considérant le rapport du Comité de la Bibliothèque du Parlement, sir John avait suggéré de créer une bibliothèque nationale indépendante de celle-là, qui répondait à une fonction législative. Il avait demandé au Comité d'examiner la question, mais le chef de l'opposition, Edward Blake, parlant au nom du Comité, pensait que ce n'était pas « leur rôle de proposer la création d'une bibliothèque nationale. »

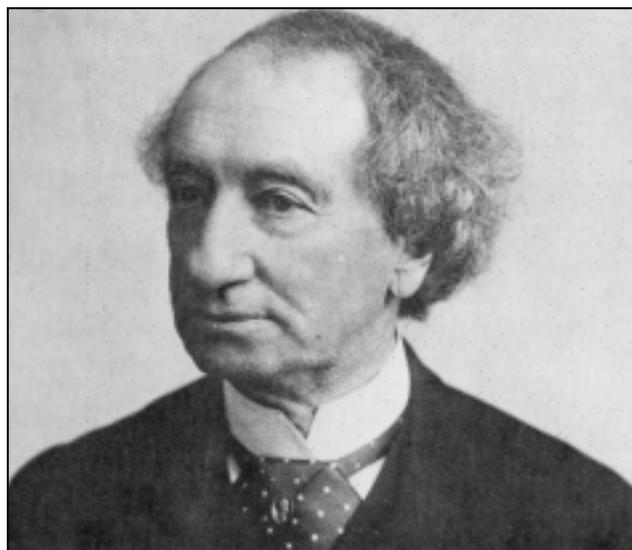
Deux ans plus tard, au moment de considérer la nomination d'un nouveau bibliothécaire parlementaire, sir John revint sur ce thème, après avoir fait remarquer que, contrairement à l'Angleterre qui avait le British Museum, le Dominion ne possédait pas de « bibliothèque générale ». Il commença à expliquer que la collection de la Bibliothèque du Parlement était devenue si riche qu'elle devrait commencer à jouer

le rôle de bibliothèque nationale. Pour simplifier les choses, il présenta une résolution créant deux postes pour la bibliothèque : un bibliothécaire général, pour s'occuper de la bibliothèque dans son ensemble, en tant qu'institution scientifique et littéraire; et un bibliothécaire parlementaire, pour superviser les besoins d'ordre législatif (loi constitutionnelle, histoire et sujets politiques).

Les membres de l'opposition tournèrent cette idée en ridicule. Ils ne voyaient aucune utilité à avoir deux bibliothécaires pour s'occuper d'une seule bibliothèque, ni à considérer qu'il y avait deux collections alors qu'il n'y en avait qu'une seule. Néanmoins, la résolution fut approuvée et les deux nominations furent faites. C'était un premier pas pour bien faire comprendre la notion de bibliothèque nationale. Et les initiatives de sir John sont sans aucun doute sous-estimées par ceux qui affirment qu'en nommant deux bibliothécaires au lieu de créer deux institutions indépendantes, il n'a fait que retarder les débuts d'une véritable bibliothèque nationale.

Il est stupéfiant que le premier ministre ait pu trouver un peu de temps pour considérer ce genre de questions.

Durant tout le débat sur la bibliothèque, la question la plus importante était de trouver de l'aide pour le chemin de fer du Canadien Pacifique, alors presque en banqueroute. Et juste au moment où il a créé les deux emplois de bibliothécaire, il a dû s'occuper de cette petite affaire de la Rébellion du Nord-ouest. De plus, cette cause n'avait aucun champion. La logique gouvernementale suggérait que les affaires d'art étaient la responsabilité du ministère de l'Agriculture, et les rapports annuels démontrent bien que le ministre en avait déjà plein les bras avec le commerce du bétail, la gale du mouton et la peste porcine. Il n'avait guère de temps pour



Sir John A. Macdonald. Avec la permission des Archives nationales du Canada.

planifier une bibliothèque nationale. Qui plus est, les déficits budgétaires du gouvernement augmentaient de façon vertigineuse. Hector Langevin, ministre des Travaux publics et responsable de la construction de toute nouvelle bibliothèque, quoique heureux de l'initiative du premier ministre, se borna à reconnaître qu'à une date ultérieure, « quand nous aurons des revenus très importants », la construction d'une bibliothèque indépendante serait une bonne chose.

Un quart de siècle s'écoula avant que l'idée fasse, au moins dans les milieux des bibliothèques et académiques, un retour en force. C'est lors de la réunion annuelle de l'Ontario Library Association, en 1910, que Lawrence Burpee entama sa



« croisade », comme Dolores Donnelly l'appela fort justement dans son analyse historique, *La Bibliothèque nationale du Canada*. Burpee était le directeur de la Carnegie Library d'Ottawa et le nouveau

une camionnette de livraison à la place des tubes.

L'Ontario Library Association a pris les choses en main, passant une résolution demandant « la prompte

Il décrit le modèle auquel devrait ressembler une bibliothèque nationale en s'inspirant d'Herbert Putnam, administrateur de la Library of Congress. Elle devrait selon lui réunir une collection de portée universelle; elle devrait disposer de spécialistes pour répondre aux demandes de renseignements; et elle devrait posséder un catalogue des collections des autres bibliothèques.

président de l'Association. Son discours aux délégués, publié plus tard dans *The University Magazine*, exprimait son regret que le Canada, à l'instar de l'Abyssinie et du Siam, ne dispose pas d'une bibliothèque nationale. Il poursuivit en énumérant des pays à travers le monde qui en avaient une. Il décrit le modèle auquel devrait ressembler une bibliothèque nationale en s'inspirant d'Herbert Putnam, administrateur de la Library of Congress. Elle devrait selon lui réunir une collection de portée universelle; elle devrait disposer de spécialistes pour répondre aux demandes de renseignements; et elle devrait posséder un catalogue des collections des autres bibliothèques. « Demandons au gouvernement d'adopter une politique favorisant la création d'une bibliothèque nationale », dit-il. Il la voulait dans un endroit bien situé; il voulait aussi qu'on y transfère les livres de la Bibliothèque du Parlement « ne répondant à aucun objectif utile dans une bibliothèque purement législative. »

Grand visionnaire, Burpee voyait la bibliothèque nationale reliée aux Archives publiques, à la Bibliothèque du Parlement et aux ministères par un système de tubes pneumatiques grâce auquel livres et messages seraient très rapidement transmis. Soixante ans plus tard, la question fut reconsidérée dans l'Enquête sur les bibliothèques du gouvernement fédéral, qui recommandait

création d'une bibliothèque nationale » et la faisant parvenir au premier ministre Laurier. Comme son gouvernement se préparait à une élection, il ne fit rien à ce sujet.



Lawrence J. Burpee. Avec la permission des Archives nationales du Canada.

Burpee ne lâcha pas prise. Une autre occasion, malheureuse celle-là, se présenta en 1916 quand un incendie ravagea l'édifice central du Parlement. Seule la bibliothèque survécut. Burpee écrivit au premier ministre Borden pour le presser de prévoir des locaux adéquats pour une bibliothèque nationale dans les

nouveaux plans de l'édifice. Il inclut un tiré à part de son article paru dans *The University Magazine*. Dolores Donnelly raconte que Borden fit suivre la lettre au bibliothécaire parlementaire, Martin Griffin, pour obtenir ses commentaires. Griffin dénonça la proposition, disant que c'était l'œuvre « d'agitateurs ». Une bibliothèque nationale coûterait trop cher et n'était pas nécessaire, puisqu'il existait déjà plusieurs autres bibliothèques.

De nouvelles interventions ont suivi. Une commission d'enquête sur l'état des bibliothèques canadiennes, connue sous le nom de Commission Ridington, recommanda dans son rapport de 1933 la création d'une bibliothèque nationale, « une bibliothèque digne de la place qu'occupe le Canada parmi les nations ». Il reflétait le concept général de Burpee : construction d'un édifice, nomination d'un bibliothécaire du Dominion, coordination des bibliothèques du gouvernement fédéral et développement d'un catalogue combiné de tous leurs fonds, nomination de spécialistes dans certains domaines et transfert des livres de la Bibliothèque du Parlement inutiles pour la préparation de lois. La Commission royale de 1940 sur les relations entre le Dominion et les provinces fit peu de cas des dossiers des associations de bibliothèques de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, sinon pour dire que si le gouvernement du Dominion le désirait, la création d'une bibliothèque serait appropriée.

En 1944, le chef de l'opposition Gordon Graydon soutint l'idée de créer une bibliothèque « en temps opportun », ajoutant qu'il n'avait aucune intention d'insister sur ce sujet dans l'immédiat. « Après tout, dit-il, nous sommes en guerre. » Quelques courtes semaines plus tard, le tout nouveau Canadian Library Council (précurseur de l'Association canadienne des bibliothèques) présenta un mémoire au comité de la Chambre des communes chargé des mesures de reconstruction qui suivraient la guerre. Le mémoire contenait tous les principaux points de consensus sur le rôle d'une bibliothèque nationale; il soulignait aussi l'importance pour les bibliothécaires d'utiliser les technologies les plus récentes. Il parlait de microfilms, de



photocopie, et de la coordination de l'information imprimée à l'aide des moyens audiovisuels.

Immédiatement après sa création en 1946, l'Association canadienne des bibliothèques (ACB) opta pour une stratégie qui permettrait des progrès

Enfin, le 11 juin 1948, après avoir consulté le Comité conjoint sur la Bibliothèque du Parlement, la Chambre a approuvé la recommandation du Comité à l'effet « que le premier pas vers la création d'une bibliothèque nationale, soit la planification d'un centre

Le premier ministre et lui découvrirent que leur candidat possédait un doctorat en histoire et économie de la London School of Economics, avait été le bibliothécaire et l'archiviste de la province de Colombie-Britannique, et était alors bibliothécaire de l'Université de la Colombie-Britannique. Sa nomination au poste d'archiviste du Dominion lui fut offerte peu de temps après, et il l'accepta à une condition : qu'il viendrait à Ottawa seulement si un engagement formel était pris envers la Bibliothèque nationale pendant la durée

Il s'agissait d'approcher le gouvernement en mettant en valeur les services, et non l'institution, pour le persuader de passer aux actes.

rapides. Il s'agissait d'approcher le gouvernement en mettant en valeur les services, et non l'institution, pour le persuader de passer aux actes. Plutôt que d'exiger, comme lors des présentations précédentes, la construction immédiate d'un édifice, l'Association mit l'accent sur les services de base qu'un centre bibliographique pourrait offrir. Freda Waldon, directrice de la bibliothèque publique de Hamilton, Margaret Gill, directrice de la bibliothèque du Conseil national de la recherche, et W. Kaye Lamb furent les premiers promoteurs de cette idée. Leur vision était celle d'un centre opérant à partir de locaux temporaires, en attendant l'approbation et la construction d'un édifice qui pourrait accueillir une vraie bibliothèque.

L'Association joignit ses forces à celles de la Société royale du Canada, la Société historique du Canada, l'Association canadienne des sciences politiques et le Conseil canadien de la recherche en sciences sociales pour présenter un mémoire en décembre 1946. Peu après, une délégation rencontra le secrétaire d'État Colin Gibson, dont la réaction fut favorable. Ce fut là le début de la plus efficace de toutes les campagnes de pression de l'histoire du service canadien de bibliothèques. Sous l'habile conduite de sa directrice exécutive, Elizabeth Morton, l'ACB fit parvenir des copies de ses mémoires et autres informations pertinentes aux membres du Parlement, aux éditeurs de journaux et aux organisations universitaires. Elle prit des dispositions pour que des éditoriaux, des bulletins de nouvelles et des émissions radiophoniques soutiennent la cause.

bibliographique, commence par le choix d'un bibliographe et d'un secrétaire compétents. »

L'Association canadienne des bibliothèques venait de commencer à microfilmer les journaux canadiens d'importance historique. La directrice exécutive, M^{me} Morton, eut l'idée de présenter au premier ministre King une copie du journal publié par son grand-père, William Lyon Mackenzie. Ce fut une bonne façon de promouvoir la cause de la bibliothèque nationale. Elle prit des dispositions pour que M. Lamb, en tant que président de l'ACB, et Elizabeth Dafoe, nouvelle présidente, jouent le rôle de maîtres de cérémonie. Suivit une conversation sur les possibilités des collections de microfilms dans les bibliothèques et les archives. « M. King », relata plus tard M. Lamb, « fut enchanté par cette idée. » L'aide spécial de M. King, Jack Pickersgill, qui, selon M. Lamb, « errait çà et là à l'arrière-plan », dit plus tard à M. Lamb qu'à la fin de la rencontre, M. King s'était tourné vers lui et lui avait dit : « Cet homme devrait devenir directeur des Archives tout de suite. Renseignez-vous davantage à son sujet. »



W. Kaye Lamb. Avec la permission des Archives nationales du Canada.

de son mandat. L'engagement fut pris. La nomination de M. Lamb prit effet le premier janvier 1949; elle impliquait « la préparation de l'organisation d'une bibliothèque nationale. » ♦



Le Centre bibliographique canadien

*Paul Kitchen,
ancien membre du personnel de la Bibliothèque nationale et
directeur exécutif de la Canadian Library Association (1975-1985)*

De même que sir John A. Macdonald avait supervisé les premiers débats parlementaires sur une bibliothèque nationale, c'est son buste qui présida aux premières activités du précurseur de la bibliothèque, le Centre bibliographique canadien. Les locaux étaient peut-être une « sombre chambre », mais ce n'était

Cabinet quelques mois auparavant, avait recommandé la création immédiate d'un centre bibliographique. Ce centre serait le premier pas vers la création d'une bibliothèque nationale pour le Canada. Présidé par l'archiviste du Dominion, W.Kaye Lamb, le Comité voyait comme point de départ du centre un catalogue



Espace restreint occupé par le Centre bibliographique canadien dans la salle d'expositions de l'édifice des Archives publiques.

quand même pas la Chambre des communes. Les quelques personnes engagées au début de 1950 pour mettre sur pied les activités du Centre s'assirent derrière des classeurs placés à une extrémité de la salle du musée des Archives publiques, sur la promenade Sussex. Des visiteurs leur demandaient où étaient les chaussures de bébé du général Wolfe.

Dès sa première réunion, en mars 1949, le Comité consultatif de la Bibliothèque nationale, approuvé par le

collectif des fonds des bibliothèques gouvernementales d'Ottawa, auxquels s'ajouteraient plus tard des collections spéciales d'autres bibliothèques à travers le pays. Le Comité recommanda donc que le centre proposé ait la tâche de dresser une bibliographie à jour des publications canadiennes. Le secrétaire d'État Gordon Bradley approuva le plan et, en février 1950, nomma M. Lamb administrateur du nouveau Centre bibliographique canadien.

Même si, par souci de simplicité, le financement du Centre fut inclus dans les prévisions budgétaires des Archives publiques, le Centre, avec son budget initial de 41 000 \$, représenta une organisation indépendante des Archives dès sa création. M. Lamb procéda sans délai à trois nominations capitales. La première fut celle de Martha Shepard, qui assumait ses responsabilités de directrice dès le premier mai, le jour même où le Centre fut officiellement créé. M^{me} Shepard était tout à fait qualifiée pour ce poste, grâce à ses dix ans d'expérience en tant que bibliothécaire à la référence de la Toronto Public Library et à sa formation photographique spécialisée, un attribut essentiel pour la tâche. Le travail de M^{me} Shepard était de mettre sur pied un service de référence et d'entreprendre la compilation d'un catalogue collectif national.

La seconde nomination, deux mois plus tard, fut celle de Jean Lunn, détentrice d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université McGill et bibliothécaire à l'Institut Fraser. En tant que bibliographe, M^{me} Lunn allait créer une bibliographie nationale et assumer la responsabilité de la production d'autres listes. M. Lamb recruta ensuite Adèle Languedoc, avant tout pour travailler sur les publications et les bibliographies francophones. Bibliothécaire professionnelle, M^{me} Languedoc arriva au Centre après quatre ans de service à l'American Relief pour la France, où elle avait aidé à la restauration des bibliothèques après la guerre. Bientôt, mademoiselle Clarisse Cardin se joignit à l'équipe pour travailler sur la bibliographie nationale, suivie par M. Ian Wees, chargé d'aider à la mise sur pied du catalogue collectif.

Le travail sur le catalogue collectif national commença dès l'arrivée de M^{me} Shepard. Il s'agissait de microfilmer les notices principales du catalogue des bibliothèques choisies (en commençant par les bibliothèques gouvernementales d'Ottawa), en faire des rouleaux de cinq pouces de largeur, les découper pour en faire des copies conformes des cartes originales, les tamponner avec un sigle indiquant l'emplacement de la bibliothèque, et les rassembler en un seul ordre alphabétique pour en faire le



Catalogue collectif. À la fin de 1950, les catalogues de quatre bibliothèques gouvernementales, de la Division de référence de la Toronto Public Library et de la Bibliothèque de l'Université du Nouveau-Brunswick étaient terminés. À partir de là, il fut demandé aux bibliothèques ainsi « rassemblées dans le troupeau » de faire parvenir les fiches de leurs nouvelles acquisitions et de leur élagage, afin de tenir le catalogue à jour. À la fin de 1952, le Catalogue collectif représentait plus d'un million de volumes détenus par 37 bibliothèques.

Au même moment, le Centre a commencé à rassembler ce qui allait devenir une énorme collection d'ouvrages bibliographiques et autres ouvrages de référence. Ils servaient à concilier les entrées du catalogue collectif provenant de différentes bibliothèques lorsqu'on pensait avoir affaire à la même édition du même ouvrage, à identifier et vérifier les publications mal citées par les bibliothèques demandant des localisations pour un prêt entre bibliothèques, et à répondre aux demandes de renseignements habituelles.

Le Centre désirait faire rapidement une bonne impression sur la collectivité des bibliothèques canadiennes. L'occasion se présenta presque immédiatement. M. Lamb avait appris que deux membres du personnel de la Toronto Public Library, Dorothea Todd et Audrey Cordingley, avaient dressé une liste de contrôle des ouvrages imprimés canadiens de la période 1900-1925. Il obtint leur permission de faire publier cette liste par le Centre bibliographique.

publiés au Canada, ayant le Canada pour sujet, ou écrits par des Canadiens, mais publiés ailleurs. La Toronto Public Library publiait annuellement un *Canadian Catalogue of Books* depuis 1923, mais, en 1950, des dispositions furent prises pour publier le catalogue en fascicules dans le *Bulletin* de l'Association canadienne des bibliothèques. Avec l'arrivée du Centre bibliographique canadien, la Toronto Public Library ne fut que trop heureuse d'abandonner la responsabilité de la production bibliographique au Centre. Le premier

canadiennes, en prenant contact avec les éditeurs pour les persuader d'envoyer des exemplaires de ces ouvrages au Centre, aux fins de catalogage et d'inscription. Plusieurs éditeurs, mais pas tous, furent heureux de coopérer. Ceux-là comprirent qu'il était avantageux que leurs titres soient portés à l'attention de centaines de bibliothèques qui pourraient éventuellement en faire l'acquisition. À la différence de quelques autres pays, le Canada n'imposait à cette époque aucune exigence de dépôt légal. Il faudrait attendre pour cela la *Loi sur la*



Édifice des Archives publiques, promenade Sussex. Avec la permission des Archives nationales du Canada.

numéro de *Canadiana*, le nouveau nom du catalogue, parut comme une publication indépendante en janvier 1951. *Canadiana* continua et développa ce premier catalogue, y ajoutant les publications du gouvernement canadien. Les titres français étaient inscrits en

Bibliothèque nationale. M^{me} Languedoc et M. Lamb en personne scrutaient les journaux étrangers et les listes des éditeurs pour trouver des documents ayant un intérêt canadien. Le Centre en faisait alors l'acquisition. Au même moment, M^{me} Lunn examinait avec soin les publications envoyées à la Bibliothèque du Parlement sous le régime complètement indépendant du dépôt de droit d'auteur. La plupart des titres étaient américains, mais il lui fallait les voir pour déterminer lesquels se qualifiaient pour *Canadiana*. Pour cela, elle se rendait directement aux rayons de la Bibliothèque du Parlement, recueillant les titres voulus et les cataloguant sur place, souvent perchée sur une échelle.

La production de *Canadiana* était laborieuse. Le personnel tapait les entrées de catalogage sur des rouleaux de carton à fiches ligné, les coupait et les collait sur des feuilles de papier brun. Ces feuilles étaient ensuite envoyées à

M. Lamb a toujours été convaincu que la conservation était l'une des tâches les plus importantes d'une bibliothèque nationale.

Avec la collaboration de la directrice exécutive de l'Association canadienne des bibliothèques, Elizabeth Morton, le Centre prit des dispositions pour en obtenir des copies prêtes à présenter à la conférence de l'Association en juin 1950.

Le principale publication projetée restait toutefois la bibliographie nationale – la liste de tous les ouvrages actuels

français et les titres anglais, en anglais. Après les six premiers numéros bimensuels, *Canadiana* devint un mensuel. En mai 1951, environ 420 bibliothèques canadiennes le recevaient gratuitement.

Adèle Languedoc assumait la responsabilité capitale de recueillir des informations sur les publications



l'imprimerie du gouvernement pour y être photographiées. À leur retour, les fiches étaient retirées de leur support de papier au moyen d'un coupe-papier, classées avec celles des éditions précédentes, et enfin assemblées à la fin de l'année pour la refonte annuelle.

M. Lamb a toujours été convaincu que la conservation était l'une des tâches les plus importantes d'une bibliothèque nationale. Dès les premiers jours du Centre bibliographique, il s'aperçut que des centaines de titres inscrits dans

l'Association canadienne des bibliothèques, la refonte annuelle de l'*Index de périodiques et de films documentaires canadiens* (1952).

C'était là le travail du Centre bibliographique canadien. Mais l'objectif ultime d'une bibliothèque nationale n'était pas oublié. Dans des conversations enregistrées voilà plusieurs années, M. Lamb a rappelé les étapes qui ont mené à l'adoption de la *Loi sur la Bibliothèque nationale*. En 1949, peu après l'arrivée de M. Lamb à Ottawa comme

la Commission n'a suggéré que peu de choses sortant du domaine du conventionnel, elle a rappelé au gouvernement sa promesse d'une bibliothèque nationale.

Le Discours du Trône de février 1952 déclara que le Parlement considérerait une législation relative à la création d'une bibliothèque nationale et à la construction d'un édifice qui l'abriterait. En mai 1952, M. Lamb était assis dans la galerie quand le premier ministre St-Laurent prononça son discours parrainant le projet de loi. Tout se passa rapidement, et la sanction royale fut accordée en moins de deux mois. La *Loi sur la Bibliothèque nationale* est entrée en vigueur le premier janvier 1953.

Le Discours du Trône de février 1952 déclara que le Parlement considérerait une législation relative à la création d'une bibliothèque nationale et à la construction d'un édifice qui l'abriterait.

Bibliography of Canadian Imprints to 1800, de Marie Tremaine, n'existaient qu'en un ou deux exemplaires. Grâce à une subvention de l'Americana Corporation de New York et à une caméra portative Recordak E empruntée à la Library of Congress, il passa ses vacances familiales et ses voyages d'affaires à rechercher et à microfilmer des ouvrages rares dans les bibliothèques de tout le pays. Des copies en furent ensuite proposées pour prêt ou achat.

Parmi les autres projets de la première heure, citons la publication d'un guide des *Thèses des gradués canadiens dans les humanités et les sciences sociales* (1951), et, en coopération avec

archiviste du Dominion, l'aide du premier ministre, Jack Pickersgill, lui confia qu'une commission royale sur les arts, les lettres et les sciences (la Commission Massey) était sur le point d'être créée, et que la question d'une bibliothèque nationale lui serait soumise. M. Lamb fut déconcerté par l'idée qu'on demande aux commissaires de recommander ou non une bibliothèque, puisqu'il pensait que la question avait déjà reçu une réponse selon les termes de sa propre nomination. Il suggéra qu'on leur demande plutôt des recommandations sur le rôle et la portée de la bibliothèque. C'est ce que fit la Commission dans son rapport de 1951. Même si, en ce qui concernait M. Lamb,

Sources principales

Lawrence J. Burpee, « A Plea for a National Library ». *The University Magazine*, février 1911. Chambre des communes. *Débats*.

Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada. *Rapport*, Ottawa, 1951.

F. Dolores Donnelly, *The National Library of Canada*. Ottawa, Canadian Library Association, 1973.

Carolynn Robertson, *The Canadian Bibliographic Centre: Preparing the Way for the National Library of Canada*. Ottawa, Bibliothèque nationale, 14 août 1999.

Transcription d'une entrevue historique orale avec Adèle Languedoc et Jean Lunn, animée par Beryl Anderson, 1988.

Transcription d'une entrevue historique orale avec W. Kaye Lamb, animée par Basil Stuart-Stubbs, 1988. ♦

Hier et aujourd'hui

Centre bibliographique canadien

1950/1951

Budget total	41 240 \$
Personnel	5
Catalogue canadien	
1950	360 entrées
1951	environ 2140 entrées
Catalogue collectif (fonds)	263 000

Bibliothèque nationale du Canada

2000/2001

Budget total	32 070 000 \$
Personnel	425
Canadiana	
Notices bibliographiques	60 000
Notices d'autorités	17 000
Catalogue collectif (fonds)	35 500 000

N.B. Les chiffres de l'année 2000/2001 sont des projections.



SOUVENIRS DES PREMIERS TEMPS

Les premiers temps du Centre bibliographique canadien

Martha Shepard, anciennement directrice du Centre bibliographique canadien et des services de référence de la Bibliothèque nationale du Canada

Dans les débuts du Centre bibliographique canadien, en mai 1950, bien avant que l'ordinateur bouleverse le monde des bibliothèques, nous faisons beaucoup de choses et nous recourons à des méthodes qui sembleraient étranges aujourd'hui. Les microfilms et les microcartes étaient le dernier cri de la technologie et les catalogues de fiches de tout le pays étaient tenus à jour par une multitude de catalogueurs et de préposés au classement.

M. William Kaye Lamb a été nommé par le premier ministre King en tant qu'archiviste du Dominion et bibliothécaire national, avec le mandat de mettre sur pied une bibliothèque nationale. Avec sagesse, puisque la Bibliothèque nationale n'avait ni existence légale, ni collection, ni locaux, il commença par créer le Centre bibliographique canadien. Situé à une extrémité de la salle d'exposition, dans l'ancien édifice des Archives sur la promenade Sussex, le Centre fut créé pour atteindre deux objectifs :

Dresser et publier une liste mensuelle de tous les nouveaux livres canadiens, qu'ils soient publiés au Canada, écrits par des Canadiens ou ayant pour sujet le Canada mais publiés ailleurs. Ces listes allaient former le noyau de la collection de documents canadiens de la Bibliothèque nationale.

Compiler un catalogue collectif comprenant les fonds de toutes les grandes bibliothèques du pays, permettant ainsi à une bibliothèque ou à un particulier de trouver la publication désirée et de l'emprunter à l'aide d'un prêt entre bibliothèques.

Il s'agissait également de bâtir une collection de bibliographies et d'outils de référence.

Le microfilm était l'outil rêvé pour reproduire les fichiers des autres bibliothèques. Une fois agrandies au



Hélène (Alie) Beaudry lors du microfilmage des fiches de catalogues des bibliothèques de la région d'Ottawa.

format original des fiches (trois par cinq pouces), elles pourraient être classées dans le Catalogue collectif.

Photographe enthousiaste durant presque toute ma vie, j'ai été impliquée dans la microphotographie dès le début; j'avais aidé à mettre sur microfilm les

journaux canadiens, un travail entrepris par l'Association canadienne des bibliothèques. Pendant que M. Lamb préparait les plans du Centre bibliographique canadien, je travaillais à la Division de référence de la Toronto Public Library depuis plus de dix ans; je suppose donc que je n'aurais pas dû être surprise quand il demanda à Bert Hamilton, le bibliothécaire anglophone de la Bibliothèque du Parlement, alors à Toronto pour une réunion, de me demander si j'étais intéressée à poser ma candidature comme directrice du Centre bibliographique. Ce poste inclurait la responsabilité de la compilation du

Catalogue collectif et de la mise sur pied du Service de référence de la future Bibliothèque nationale. J'ai été surprise parce que je n'avais jamais pensé à quitter la Toronto Public Library, mais je fus heureuse du défi qui m'était lancé. Bert



fit savoir à M. Lamb que j'étais très intéressée.

Les semaines passèrent et je n'en entendis plus parler. Puis, en novembre 1949, M. Lamb m'écrivit pour me dire qu'il allait venir à Toronto et qu'il aimerait déjeuner et parler avec moi. Je me souviens encore à quel point j'étais nerveuse dans le tramway qui me conduisait au Royal York Hotel, où nous devions déjeuner. Malheureusement, c'était le jour du défilé du Père Noël, et nous n'avancions que très lentement sur la rue Yonge. J'étais en retard d'une

expliquer son utilité pour chaque bibliothèque.

Comme le catalogue de la Division de référence de la Toronto Public Library était bien fait, et parce que j'y étais chez moi, il fut décidé que les premiers documents microfilmés en dehors d'Ottawa seraient ceux de Toronto.

Dans l'intervalle, M^{me} Jean Lunn, auparavant de la bibliothèque de l'Institut Fraser de Montréal, arriva pour mettre sur pied la section de catalogage de la future Bibliothèque nationale et pour compiler et publier *Canadiana*, la

Nous avons entrepris d'engager des commis de classe 1, pour la plupart des filles juste assez âgées pour quitter l'école, qui entreprirent de classer les fiches. De plus, alors que le microfilmage des fiches des bibliothèques d'Ottawa avançait, elles coupèrent et classèrent les agrandissements des fiches dans le Catalogue collectif nouveau-né. Classer ces fiches en ordre alphabétique à la journée longue pouvait s'avérer une tâche abrutissante, mais d'une façon ou d'une autre, les filles trouvèrent le moyen de s'amuser et elles firent un travail superbe.

Clarisse Cardin était maintenant affectée au catalogage, et elle se joignit à notre trio. Peu après, nous avons entrepris de parler anglais les lundis, mercredis et vendredis, et français les mardis, jeudis et samedis. (À cette époque antédiluvienne, nous travaillions une demi-journée le samedi.) Cela aida le personnel anglophone à vaincre l'embarras qu'il ressentait à s'exprimer dans un français, plutôt approximatif. Lorsque je suis allée à l'Université Laval, à Québec, pour microfilmer leur catalogue, j'ai réussi à me faire comprendre et j'ai compris la plus grande partie de ce qu'on me disait.

À chaque fête de Noël, le personnel des Archives et du Centre bibliographique organisait une fête pendant laquelle on procédait à un tirage. Pour le financer (le premier prix était de 50 \$), un dollar était prélevé de chaque paie de chaque employé. Avant la première fête, j'avais dit à tout le monde que si je gagnais le premier prix, j'achèterais une bouilloire électrique pour le thé de l'après-midi. Ça ne m'inquiétait pas de faire cette promesse, puisque je n'avais jamais rien gagné de ma vie. Naturellement, j'ai gagné les 50 \$, et le thé de l'après-midi devint un des moments préférés de notre routine.

J'avais commencé à choisir des livres de référence pour notre collection, et j'ai vécu avec le *Guide to Reference Books* de Winchell pendant des mois. Lorsque nous avons déménagé dans l'édifice de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales en 1967, nous possédions une bonne collection de bibliographies, qui nous était fort utile dans notre travail.

C'était le début de ce que je considérais comme une tâche de missionnaire – répandre la bonne nouvelle de la Bibliothèque nationale et expliquer son utilité pour chaque bibliothèque.

demi-heure, ce qui ne m'aidait pas à me calmer. Le déjeuner fut agréable; M. Lamb m'exposant ses plans. À mi-chemin, il me dit tout-à-coup : « Au fait, ceci est votre examen d'entrée officiel dans la fonction publique ». Il m'épargna ainsi le supplice de devoir me présenter devant un comité de la fonction publique, ce dont je lui fus profondément reconnaissante parce que, quand je suis sous pression, j'ai tendance à oublier même mon nom et qui je suis.

Le premier mai 1950, je me suis présentée au travail à l'édifice des Archives publiques sur la promenade Sussex; on m'a indiqué mon « bureau », c'est-à-dire l'une des extrémités de la salle d'exposition. Il y avait là un bureau, une chaise, une machine à écrire et un assortiment de fournitures de bureau. Il y avait aussi un exemplaire du catalogue imprimé de la Library of Congress, toujours dans ses boîtes, puisqu'il n'y avait pas d'étagères. Avec l'aide de M. Lamb, j'ai commencé à préparer la tâche de microfilmer les catalogues des nombreuses bibliothèques ministérielles d'Ottawa, leur rendant visite pour nouer des liens d'amitié avec les bibliothécaires et évaluer le temps nécessaire pour tout microfilmer. C'était le début de ce que je considérais comme une tâche de missionnaire – répandre la bonne nouvelle de la Bibliothèque nationale et

bibliographie nationale canadienne. On nous a également affecté notre propre dactylo. Maintenant, nous avons trois personnes à trois bureaux, et tous les visiteurs des Archives nous remarquaient. Les questions les plus fréquentes étaient : « Où est le fauteuil de Wolfe? » et « Où sont les toilettes? » J'en suis venue à haïr le fauteuil de Wolfe.

M^{me} Lunn travaillait très fort à mettre sur pied *Canadiana*. Peu de temps après, Adèle Languedoc fut désignée pour travailler avec elle à informer les éditeurs de la nécessité de faire parvenir à la Bibliothèque nationale deux exemplaires de chaque livre qu'ils publiaient. Sa tâche fut grandement simplifiée par l'adoption de la législation sur le dépôt légal. Tels furent les débuts de la Division des acquisitions de la Bibliothèque nationale; en peu de temps fut rassemblée une collection impressionnante de livres – mais nous n'avions pas de place où les mettre.

L'événement suivant fut l'arrivée de douzaines de classeurs métalliques, remplis de fiches de la Library of Congress, dont la bibliothèque de l'Université de Toronto n'était que trop heureuse de se débarrasser. Ils étaient accompagnés de ce qui semblait être des centaines de paquets non ouverts, contenant des fiches attendant d'être rangées dans les classeurs.



Après l'ajout d'un certain nombre de catalogues de bibliothèques au catalogue collectif, notre service de localisation prit son essor. Au début, nous recevions quelques demandes par semaine, mais bien vite il y en eut plusieurs milliers par mois. En 1967, nous recevions les demandes de localisation par téléphone, courrier et télex. Un opérateur de télex avait pour unique tâche de recevoir les demandes et d'expédier les résultats de nos recherches au Catalogue collectif. Mais tout cela arriva longtemps après notre séjour sur la promenade Sussex.

Au fur et à mesure que le Centre bibliographique canadien se développait, ses effectifs augmentaient en fonction de

la charge de travail et des services à rendre. Les pionniers de la première heure furent Ian Wees, Hélène (Alie) Beaudry, Ruth-Ann (McGrath) Ladas, Suzanne Monette (M^{me} Beauchamp) et Edith Bracey. Peu après que le Centre bibliographique canadien soit devenu la Bibliothèque nationale, on procéda à l'embauche de plusieurs nouveaux membres du personnel; parmi ceux-ci, Pamela Hardisty (qui s'en alla plus tard à la Bibliothèque du Parlement), Eleanor Belyea (M^{me} Wees), Jean-Paul Bourque et Philip Chaplin. J'ai toujours ressenti une vive affection pour le personnel qui est demeuré avec nous toutes ces années. Notre récompense arriva lors de notre déménagement dans le nouvel édifice, qui

nous permit de devenir une bibliothèque officielle.

Je dois rendre un ultime hommage à M. Lamb. Sa vision et son dévouement, combinés à la notoriété et au respect dont il jouissait en haut lieu, lui permirent d'atteindre ses objectifs. Quand j'ai dû décider si j'allais ou non abandonner la sécurité que m'offrait la Toronto Public Library et prendre le risque de travailler pour le Centre bibliographique canadien, je suis allée voir M. William Wallace, alors bibliothécaire de l'Université de Toronto, pour lui demander son opinion. Il me dit que je ne commettrais pas une erreur en allant travailler avec M. Lamb, « un excellent historien, un gentleman et un érudit ». Et il a bien eu raison. ♦



La Bibliographie nationale, il y a cinquante ans

Clarisse Cardin,

anciennement bibliothécaire au Centre bibliographique canadien et plus tard chef de la Division de l'analyse documentaire

Comme vous le savez sans doute maintenant, *Canadiana* a pris naissance dans un coin du Musée des Archives publiques, dans un vieil immeuble de la promenade Sussex à Ottawa. Quelques écrans séparaient le Centre bibliographique canadien des pièces exposées dans le Musée. Les voix des visiteurs du Musée ne parvenaient pas jusqu'au Centre, à part les rares exclamations devant la chaise de Wolfe.

Le personnel du Centre bibliographique était très restreint: vers la fin de 1951, il comptait seulement huit personnes, dont environ quatre travaillaient à la bibliographie nationale sous la direction éclairée de madame Jean Lunn.

Le dépôt légal n'est devenu obligatoire qu'en 1953, année où la Bibliothèque nationale a absorbé le Centre bibliographique. Ce dernier devait donc trouver d'autres moyens de se procurer les publications répertoriées dans *Canadiana*. Bien que les éditeurs les plus importants envoyaient généralement un exemplaire de leurs publications, il fallait dépouiller les pages littéraires de

plusieurs journaux et revues spécialisées pour trouver d'autres publications et en faire la demande. Des recherches étaient aussi effectuées dans les librairies et, même en vacances à l'étranger, certains membres du personnel trouvaient dans les librairies des traductions d'oeuvres d'auteurs canadiens ou simplement nés au Canada. Je me souviens, en particulier, d'une traduction turque de *Airport* d'Arthur Hailey découverte dans une librairie d'Istanbul. D'autre part, il était plus facile d'obtenir les publications du gouvernement du Canada que celles des éditeurs commerciaux ou privés.

Les catalogues du Centre bibliographique établissaient les notices en suivant les *A.L.A. Cataloging Rules for Author and Title Entries*, 2nd ed., 1949 et les *Rules for Descriptive Cataloging in the Library of Congress*, 1949. Les données étaient dactylographiées sur des feuillets et, après vérification, transférées sur des bandes de papier résistant qu'on coupait pour en faire des fiches. On classait ensuite les notices et leurs renvois par ordre alphabétique et on les collait sur un grand rectangle de papier d'emballage fixé sur une planche à dessiner. On formait ainsi une page à laquelle on ajoutait le titre courant, de même que la pagination et, une fois réduites, les pages étaient reproduites par photolithographie. Ainsi fut produite la première livraison de *Canadiana*, celle du 15 janvier 1951, et plusieurs autres par la suite.

Les débuts modestes mais prometteurs de *Canadiana* ont ouvert la voie à la bibliographie nationale d'aujourd'hui qui bénéficie de toutes les possibilités qu'offrent l'informatique et les nouvelles technologies de l'information. ♦



L'embryon de la Bibliothèque nationale

Ian C. Wees, anciennement directeur adjoint et directeur intérimaire, Direction de la référence

Je me suis joint au personnel du Centre bibliographique canadien au début de novembre 1952. J'étais alors un jeune bibliothécaire sans expérience, frais émoulu la même année de l'école de bibliothéconomie de l'Université McGill. Au début de 1952, j'avais eu la chance de visiter le Centre bibliographique canadien avec ma classe de l'école de bibliothéconomie.

Pendant que j'étais à Ottawa, j'ai fait une demande d'emploi au gouvernement fédéral et j'ai passé une entrevue devant un comité intimidant de bibliothécaires du gouvernement (il devait bien y en avoir une douzaine), parmi lesquels Adèle

bibliographique devienne la Bibliothèque nationale du Canada en janvier 1953.

À mon arrivée, le personnel du Centre bibliographique comptait quatre commis et quatre bibliothécaires. Le Centre était situé au rez-de-chaussée de

Le personnel du Centre bibliographique était comme une petite famille, dont M. Lamb était le patriarche; certaines bibliothécaires le surnommaient d'ailleurs « Père ».

Languedoc, la bibliothécaire des acquisitions de publications canadiennes du Centre bibliographique canadien. L'expérience ressemblait à celle d'un étudiant aux études supérieures subissant un examen oral avant de recevoir son diplôme. J'ai aussi profité de l'occasion, puisque j'étais dans la capitale nationale, pour rencontrer dans son bureau spacieux W. Kaye Lamb, l'archiviste du Dominion, qui allait bientôt devenir le premier bibliothécaire national. C'était un samedi matin, si je me souviens bien; M. Lamb bavarda aimablement avec moi pendant environ une demi-heure.

Après avoir décroché mon diplôme de bibliothéconomie, j'ai travaillé plusieurs mois comme bibliothécaire à la référence pour la bibliothèque publique de Winnipeg avant de recevoir une lettre quelque peu inattendue de Martha Shepard, directrice du Centre bibliographique canadien, m'invitant à travailler au Centre. Je fus le premier homme et le dernier bibliothécaire à me joindre au personnel avant que le Centre

l'ancien édifice des Archives publiques (aujourd'hui le Musée canadien de la guerre). À ce moment-là, la Galerie nationale du Canada occupait elle aussi une partie de l'édifice du Musée national à Ottawa. Le personnel du Centre bibliographique était entassé à une extrémité du musée des Archives, qui contenait des bustes, des drapeaux, des peintures et tout un assortiment d'autres objets reliés à l'histoire du Canada. L'endroit étant ouvert au public, les employés du Centre bibliographique étaient exposés avec les divers objets historiques (par exemple, une grande maquette de la Ville de Québec). Ce grand musée était parfois utilisé pour des fêtes organisées par le personnel. Je me souviens encore d'une danse tenue en 1952, à l'occasion de Noël, pour les employés des Archives publiques et du Centre bibliographique canadien.

Le personnel du Centre bibliographique était comme une petite famille, dont M. Lamb était le patriarche; certaines bibliothécaires le surnommaient

d'ailleurs « Père ». Il était notre père, au sens figuré, et celui de ce qui serait bientôt la Bibliothèque nationale.

Notre petite famille faisait partie d'une famille élargie, le personnel des Archives publiques. Les relations entre les deux équipes étaient amicales, cordiales mêmes. Le personnel des Archives publiques était lui-même peu nombreux à cette époque, et nous en sommes venus à faire la connaissance des commis et des archivistes qui partageaient l'édifice avec nous (l'un d'eux était Wilfred Smith, qui succéda plus tard à W. Kaye Lamb comme archiviste du Dominion).

Au début, je travaillais la moitié de la journée pour Jean Lunn, à cataloguer des publications pour *Canadiana*, et l'autre moitié pour Martha Shepard, à concilier et réviser les fiches du catalogue collectif. Mon travail était humble et mon salaire tout autant (au début, environ 2 800 \$ par année). En ce temps-là, nous devions travailler cinq jours et demi par semaine, avec seulement deux semaines de vacances par an. Je me sentais tout de même privilégié d'être l'un des pionniers du Centre bibliographique canadien, pouvant ainsi contribuer au développement de services uniques au Canada.

Dans mon livre sur les 25 premières années de la Bibliothèque nationale, publié en 1978, je raconte l'anecdote suivante. Jean Lunn et Adèle Languedoc ont assisté un jour à une réception à laquelle Vincent Massey était présent. On présente M^{lle} Lunn à M. Massey; quand il apprit qu'elle travaillait au Centre bibliographique canadien, il s'exclama : « Ah, oui, l'embryon de la bibliothèque nationale. » À quoi M^{lle} Languedoc répondit spontanément à M. Massey : « Et je suis l'assistante de l'embryon. »

Nous pavions la voie pour la Bibliothèque nationale, mais il aurait été bien difficile pour moi d'imaginer, dans ces temps d'avant 1953, qu'un embryon si minuscule allait devenir la vaste et complexe institution qu'elle est aujourd'hui. Je n'ai jamais, non plus, imaginé que je serais un jour le premier rédacteur des *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. ♦

Quelques souvenirs des années 50

par Hélène (Alie) Beaudry,
anciennement commis au Centre bibliographique canadien

J'étais à la recherche d'une mutation. Le nom « Centre bibliographique » ne me disait absolument rien, mais la curiosité m'a emportée et j'ai décidé d'aller le visiter. À ma grande surprise, le Centre était situé aux Archives publiques, promenade Sussex. C'est là que j'ai rencontré madame Jean Lunn.

Après une longue conversation, elle m'a dit que si j'acceptais ce poste, j'allais devoir rejoindre mademoiselle Martha Shepard, bibliothécaire responsable du catalogue collectif des livres, qui microfilmait alors les fiches du catalogue de l'Université de Toronto. Le lendemain, je lui ai téléphoné pour lui dire que j'acceptais le poste de commis.



Martha Shepard et Hélène (Alie) Beaudry en pause après le microfilmage du catalogue de la Toronto Public Library.

Les préparations terminées, je suis partie... Arrivée à Toronto, mademoiselle Shepard m'attendait à la gare. Nous nous sommes tout de suite reconnues. Elle m'avait trouvé une belle résidence sur la rue Sherbourne non loin des arrêts d'autobus.

Le travail de microfilmage à Toronto a duré quelques mois. Une fois terminé, nous sommes revenues à Ottawa. Dès mon retour, on m'a demandé de continuer le microfilmage des fiches de toutes les bibliothèques d'Ottawa. Une fois les fiches des catalogues microfilmées, les microfilms étaient développés et les fiches imprimées sur de gros rouleaux. Nous recevions beaucoup de rouleaux d'agrandissement des fiches microfilmées pendant le développement du Catalogue collectif. Ces rouleaux d'agrandissement s'accumulaient de jour en jour. Il était temps d'engager du nouveau personnel car j'étais alors toujours seule.



M^{me} Jean Lunn.



Ruth-Ann (McGrath) Ladas et Hélène (Alie) Beaudry lors de la fête de Noël du Centre, en 1950.



Ruth-Ann (McGrath) Ladas, deuxième employée affectée au catalogue collectif, est venue se joindre à nous. Quelque temps plus tard se sont ajoutées Edith Bracey et une quatrième employée, Suzanne (Monette) Beauchamp, qui en était à son premier emploi. Plus tard, après l'intégration du Centre à la Bibliothèque nationale, Irene Haymann et plusieurs autres se sont joints à notre équipe.

La production de la bibliographie *Canadiana* faisait aussi partie des tâches du Centre bibliographique. Lorsqu'on recevait les livraisons de l'imprimeur, les copies de la bibliographie étaient insérées dans de grandes enveloppes brunes pour ensuite être expédiées à leurs destinataires.

Dans les temps libres, le personnel du Centre bibliographique



Travail au Catalogue collectif effectué par Edith Bracey, Ruth-Ann (McGrath) Ladas et Hélène (Alie) Beaudry.

L'ajout des fiches d'une nouvelle bibliothèque au Catalogue collectif se passait comme suit. À une grande table de travail étaient assises trois employées. La première personne déroulait le rouleau d'agrandissement des fiches et estampillait chaque fiche du sigle établi au nom de la nouvelle bibliothèque. Ces sigles étaient formés de lettres représentant la province, la ville, l'université où se trouvait chacune des bibliothèques. La deuxième personne coupait, à l'aide d'un coupe-papier manuel, chaque fiche une par une et on rangeait les fiches dans des tiroirs en prenant bien soin de les garder en ordre alphabétique.

Éventuellement, ces nouvelles fiches étaient intercalées dans le Catalogue collectif des livres avec les autres fiches, dont celles de la Library of Congress qui ont formé le noyau de départ du Catalogue.

organisait des activités sociales. Ainsi, pour la célébration de notre première fête de Noël, Edith Bracey nous a montré, à Ruth-Ann (McGrath) Ladas et à moi-même, une danse à claquette. Les pratiques avaient lieu le midi et durant nos pauses-café. Nous avons également préparé les costumes et les souliers. Nous étions prêtes à temps; et le jour du spectacle, tout s'est bien déroulé!

Voilà quelques-uns de mes souvenirs du Centre bibliographique et des débuts de la Bibliothèque nationale. J'ai quitté mon emploi en 1954 pour me consacrer à ma famille puis, en 1966, je suis revenue à la Bibliothèque nationale. ♦

Membres du personnel du Centre bibliographique canadien

Sous la direction de l'archiviste du Dominion, W. Kaye Lamb, le personnel du Centre bibliographique canadien, quoique réduit, a accompli des petits miracles. Son travail de pionnier dans la mise sur pied des services bibliographiques que le Canada et les Canadiens avaient attendu si longtemps a jeté les bases de la Bibliothèque nationale actuelle :

- Martha Shepard, directrice (1950)
- M^{me} Jean Lunn, bibliographe (1950)
- Joan Beatty, sténographe (1950, n'est restée que peu de temps)
- Hélène (Alie) Beaudry, commis (1950)
- Ruth-Ann (McGrath) Ladas, dactylo (1950)
- Adèle Languedoc, catalographe (1951)
- Clarisse Cardin, bibliothécaire (1951)
- Suzanne (Monette) Beauchamp, commis (1951)
- Edith Bracey, commis (1951)
- Ian Wees, bibliothécaire (1952)

Source : Cet article est basé sur une recherche plus complète paraissant dans *The Canadian Bibliographic Centre: Preparing the Way for the National Library of Canada*, préparée par Carolynn Robertson. Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada, août 1999.



Chronologie des revendications pour une bibliothèque nationale

La présente liste est un survol des principales initiatives et déclarations faites sur une période d'environ 70 ans, et faisant valoir les avantages, l'intérêt et la nécessité de créer une bibliothèque nationale au Canada. Des organisations et individus éminents ont vanté les mérites de la création d'une institution canadienne jouant le même rôle que celles qui existaient déjà dans d'autres parties du monde. La présente chronologie démontre qu'il s'écoule parfois un très long délai entre la naissance d'une idée et sa réalisation.

1883 – Sir John A. Macdonald déclare à la Chambre des communes :

« Nous devrions – le Dominion du Canada devrait vraiment – disposer d'une bibliothèque nationale contenant tous les livres méritant d'être conservés sur les rayons d'une bibliothèque. »

Débats de la Chambre des communes, 5^e Parlement, 1^{re} session, vol. 13 (16 avril 1883), p. 631.

1911 – Lawrence J. Burpee, bibliothécaire de la Ottawa Carnegie Library, publie sa « revendication » :

« Le Canada partage une distinction peu désirable avec le Siam et l'Abyssinie – aucun de ces trois pays ne possède de bibliothèque nationale. »

J. Lawrence Burpee, « Revendication pour une bibliothèque nationale », *University Magazine*, vol. 10 (février 1911), p. 152 (discours prononcé lors de la conférence annuelle de l'Ontario Library Association, au printemps 1910).

1911 – L'Ontario Library Association présente une résolution au gouvernement pour demander la création d'une commission royale sur la nécessité d'une bibliothèque nationale :

La résolution demandait la « prompte création d'une bibliothèque nationale au Canada ... [qui] représenterait un avantage incalculable pour tous les étudiants du Dominion, mais aussi une source de stimulation et d'inspiration pour la création de bibliothèques dans tous les coins du pays. »

Ontario Library Association, « Résolution de l'Ontario Library Association en faveur d'une Bibliothèque nationale canadienne (1911) », Fonds Wilfrid Laurier, MG 26, G. vol. 681, p. 186218 (Archives nationales du Canada).

1933 – La Commission d'enquête Ridington fait dans son rapport la recommandation suivante :

« Si le gouvernement du Dominion choisit de la saisir, une magnifique occasion se présente aujourd'hui de créer une Bibliothèque nationale au Canada, comparable à celles déjà présentes dans d'autres pays, et digne de la place qu'occupe le Canada parmi les nations du monde. »

John Ridington, *Libraries in Canada: A Study of Library Conditions and Needs* (Toronto: Ryerson Press; Chicago: American Library Association, 1933), p. 142.

1938 – La British Columbia Library Association et l'Ontario Library Association soumettent des mémoires à la Commission royale Rowell-Sirois sur les relations entre le Dominion et les provinces.

La Commission a reconnu qu'« on avait attiré l'attention sur le grand besoin d'une bibliothèque nationale au Canada ».

Canada. Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces, *Rapport de la Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces. Livre II: Recommandations* (Ottawa: [s.n.], 1940), p. 52.

1943 – Le Comité conjoint sur la Bibliothèque du Parlement recommande au Parlement que « le gouvernement adopte une politique favorisant la création d'une bibliothèque nationale ».

Journaux du Sénat du Canada, vol. 83 (1943-44), p. 333.

1944 – Le Canadian Library Council soumet un mémoire au Comité spécial sur la reconstruction et le rétablissement de la Chambre des communes :

Nous recommandons « la création d'une bibliothèque nationale en tant qu'élément important des services bibliothécaires nationaux ».

« Library Service for Canada », mémoire préparé par le Canadian Library Council pour le Comité spécial sur la reconstruction et le rétablissement de la Chambre des communes » (1944), p. 9.

1945 – Le Conseil canadien de la recherche en sciences sociales publie un rapport de John Bartlet Brebner :



« Il est étonnant que notre pays soit l'une des rares nations au monde qui n'en possède pas, particulièrement avec les exemples si frappants du British Museum et de la Library of Congress. »

John Bartlet Brebner, *Scholarship for Canada: The Function of Graduate Studies* (Ottawa : Conseil canadien de la recherche en sciences sociales, 1945), p. 77.

1946 – La toute nouvelle Association canadienne des bibliothèques entreprend une campagne pour une bibliothèque nationale, après l'adoption de la résolution suivante :

Que l'Association « adresse une pétition au gouvernement du Canada pour réunir, dans un avenir proche, un comité chargé de considérer le bien-fondé de la création d'une bibliothèque nationale et d'étudier la portée et la fonction d'une telle bibliothèque, et pour que cette Association et d'autres organisations intéressées soient appelées à participer à ce comité. »

« Rapport du comité des résolutions », Conférence de l'Association canadienne des bibliothèques (1^{er} : 1946 : Hamilton), comptes rendus de la conférence d'organisation, 14-16 juin 1946, Hamilton, Ontario, p. 5.

1947 – L'Association canadienne des bibliothèques et quatre sociétés savantes présentent un mémoire conjoint au secrétaire d'État :

« En résumé, la Bibliothèque nationale serait un pivot de la vie intellectuelle du Canada, une garantie de la conservation de ses sources historiques et un symbole de notre intérêt national pour les choses de l'intelligence et de l'esprit. »

« A National Library for Canada », mémoire présenté au gouvernement

du Canada par l'Association canadienne des bibliothèques, la Société royale du Canada, la Société historique du Canada, l'Association canadienne des sciences politiques et le Conseil canadien de la recherche en sciences sociales » (décembre 1946), p. 2.

1947 – Le Conseil de recherche sur les humanités publie un rapport dans lequel il fait des recommandations au Comité conjoint sur la Bibliothèque du Parlement, indiquant les problèmes causés par l'absence d'une bibliothèque canadienne :

« Les besoins actuels les plus pressants sont (a) la nomination immédiate d'un bibliothécaire national, entouré d'un personnel de base chargé de créer un centre bibliographique et un bureau d'information sur les bibliothèques, y compris un service de photocopie et de microfilm, et (b) la nomination d'un conseil ou d'un comité... chargé d'enquêter en détail sur les aspects pratiques de la bibliothèque proposée : son organisation, ses collections de livres, ses principales fonctions, le type de bâtiment le mieux adapté à ces fonctions et la législation nécessaire à la mise en œuvre de cette stratégie globale. »

Watson Kirkconnell et A.S.P. Woodhouse, *The Humanities in Canada* (Ottawa : Conseil canadien de recherche sur les humanités, 1947), p. 165-166.

Juin 1948 – Le Comité conjoint sur la Bibliothèque du Parlement adresse les recommandations suivantes à la Chambre des communes :

« Que le premier pas vers la création d'une Bibliothèque nationale, soit la planification d'un centre bibliographique, commence par le choix d'un bibliographe et d'un secrétaire compétents; que cette question soit référée au secrétariat d'État, en lui recommandant de créer

un comité spécial pour superviser ce travail; et que des fonds suffisants soient affectés à couvrir les dépenses nécessaires. »

Parlement du Canada. Chambre des communes, *Votes et comptes rendus*, 20^e Parlement, 4^e session, n^o 104 (11 juin 1948), p. 564.

Septembre 1948 – Le gouvernement nomme monsieur W.K. Lamb au poste d'archiviste du Dominion et l'autorise à paver la voie menant à la création d'une bibliothèque nationale.

24 novembre 1948 – Le cabinet approuve la nomination d'un Comité consultatif de la Bibliothèque nationale chargé de considérer la formation d'un centre bibliographique. Les membres sont nommés en quelques semaines.

1949 – Le gouvernement met sur pied la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada, chargée d'examiner et de faire des recommandations quant au caractère et à la portée éventuels de la bibliothèque nationale. Le très honorable Vincent Massey en est le président.

Août 1949 – L'Association canadienne des bibliothèques soumet un mémoire sur le « caractère et la portée éventuels » de la bibliothèque nationale à la Commission royale Massey.

1^{er} mai 1950 – Le gouvernement crée le Centre bibliographique canadien, sous la direction de monsieur W.K. Lamb et du Comité consultatif de la Bibliothèque nationale.

1951 – Le rapport Massey (Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada) recommande au gouvernement d'agir sans délai :



Il note que « le fait qu'une bibliothèque nationale brille par son absence parmi les institutions fédérales que nous avons le mandat d'examiner est un fait remarquable en soi, qui a suscité maints commentaires acerbes durant nos sessions. Plus de 90 organismes ont abordé cette question, parfois en grand détail, insistant sur la correction de ce qui a été appelé "une disgrâce nationale" ».

Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada, *Rapport* (Ottawa : Imprimeur du Roi, 1951), p. 101.

20 mai 1952 – Le premier ministre St-Laurent dépose le projet de loi numéro 245 sur la création d'une Bibliothèque nationale.

Il a déclaré qu'« un objectif essentiel de toute bibliothèque nationale est, je pense, de rassembler la collection la plus complète au monde sur son propre pays. Il est proposé que la bibliothèque nationale du Canada essaie d'atteindre cet objectif. »

Débats de la Chambre des communes : Rapport officiel, 21^e Parlement, 6^e session, vol. 1 (20 mai 1952), p. 2373.

27 mai – Le projet de loi franchit les 2^e et 3^e lectures.

18 juin – La *Loi sur la Bibliothèque nationale* reçoit la sanction royale.

22 décembre – La *Loi sur la Bibliothèque nationale* est proclamée.

1^{er} janvier 1953 – La *Loi sur la Bibliothèque nationale* entre en vigueur. W. Kaye Lamb, archiviste du Dominion, devient aussi bibliothécaire national. Le Centre bibliographique canadien est absorbé par la nouvelle Bibliothèque nationale du Canada.

Source : Cet article est basé sur une recherche plus complète paraissant dans *The Canadian Bibliographic Centre: Preparing the Way for the National Library of Canada*, préparée par Carolyn Robertson. Ottawa : Bibliothèque nationale du Canada, août 1999. ◆

Ouvrages publiés par le Centre bibliographique canadien

Durant sa courte existence, du premier mai 1950 à décembre 1952, le Centre bibliographique canadien a publié de nombreux ouvrages. On notera avec intérêt que, depuis le tout début, le personnel était déjà parfaitement conscient de la nécessité d'une présentation et d'un contenu bilingues. Les publications du Centre comprenaient des bibliographies courantes et rétrospectives. Elles ont été produites en collaboration avec des organismes qui avaient contribué jusque-là à la couverture bibliographique des ouvrages publiés au Canada. Au fil de sa croissance et de son développement, le Centre a commencé à jouer un rôle de plus en plus important dans le contrôle bibliographique de ce qui est maintenant appelé le patrimoine canadien de l'édition.

Canadiana. – Ottawa, Centre bibliographique canadien, 1951-1952, v.

Publié de façon bimensuelle entre janvier et novembre 1951, puis mensuellement. Premier numéro daté du 15 janvier 1951.

« Le catalogue canadien, 1950 », *Bulletin*, Ottawa, Association canadienne des bibliothèques, vol. 6, n° 6 (mai 1950), vol. 7, n° 5 (mars 1951).

Ce catalogue de 1950 a été publié en six parties.

Catalogue d'ouvrages imprimés au Canada, 1900-1925, compilé par Dorothea D. Tod et Audrey Cordingley, liste à vérifier. – Ottawa, Centre bibliographique canadien, Archives publiques du Canada, 1950 – 370 feuilles.

Index de périodiques et de films documentaires canadiens, édité par Dorothy B. Chatwin. – Vol. 4. – Ottawa, Association canadienne des bibliothèques, avec la collaboration du Centre bibliographique canadien, 1952 – 216 p.

Thèses des gradués canadiens dans les humanités et les sciences sociales 1921-1946, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1951 – 194 p.

Cette compilation a été réalisée grâce à la collaboration du Bureau fédéral de la Statistique et du Centre bibliographique canadien.

Source : Cet article est basé sur une recherche plus complète paraissant dans *The Canadian Bibliographic Centre: Preparing the Way for the National Library of Canada*, préparée par Carolyn Robertson. Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada, août 1999.



À la Référence comme au Catalogage et au Catalogue collectif, toutes les activités étaient effectuées en équipe.

Le Comité consultatif de la Bibliothèque nationale

La création du Comité consultatif de la Bibliothèque nationale a été approuvée en novembre 1948, et la plupart de ses membres ont été nommés au cours des semaines suivantes. Le Comité consultatif a tenu sa première réunion en mars 1949. Sous la ferme direction de monsieur W. Kaye Lamb, le Comité se réunissait à intervalles réguliers, émettait des rapports d'étapes et formulait de nombreuses recommandations dans le but de permettre la création d'un centre bibliographique canadien et d'une bibliothèque nationale.

Voici quels étaient les membres du Comité :

- L'honorable Thane A. Campbell, juge en chef de l'Île-du-Prince-Édouard (représentant de l'Île-du-Prince-Édouard);
- C. Lindsay Bennet, Université Dalhousie (représentant de la Nouvelle-Écosse);
- Le doyen Alfred G. Bailey, Université du Nouveau-Brunswick (représentant du Nouveau-Brunswick);
- L'abbé Arthur Maheux, Université Laval (représentant du Québec);
- Paul Houde, Montréal (autre représentant du Canada français);
- Le révérend A.-M. Morisset, Ottawa (autre représentant du Canada français);
- W. Stewart Wallace, Université de Toronto (représentant de l'Ontario);
- Elizabeth Dafoe, Université du Manitoba (représentante du Manitoba);
- Samuel R. Stephens, Moose Jaw (représentant de la Saskatchewan);
- M^{me} Frank J. Conroy, Edmonton (représentante de l'Alberta);
- Edgar S. Robinson, Vancouver (représentant de la Colombie-Britannique);
- F.A. Hardy, bibliothécaire parlementaire, secrétaire
- W. Kaye Lamb, archiviste du Dominion, président

Tous les membres sauf deux – C. Lindsay Bennet et Samuel R. Stephens – ont continué à siéger quand le Comité consultatif a été remplacé par le Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale. Le Conseil consultatif a été créé le 22 décembre 1952, au moment de la proclamation de la *Loi sur la Bibliothèque nationale*.



FÉLICITATIONS

Le Centre bibliographique et les Archives publiques : deux directions gérées par M. Lamb

Les débuts du Centre bibliographique canadien, il y a cinquante ans, furent très modestes. Dans ces extraits tirés de ses mémoires non publiés (MG 31, D8, vol. 18, dossier 8, p. 247-251), monsieur W. Kaye Lamb, qui venait d'être nommé archiviste du Dominion et président du Comité consultatif national, raconte sa lutte en faveur de la Bibliothèque, afin qu'elle soit prise au sérieux au même titre que son institution-sœur bien établie, alors appelée Archives publiques du Canada.

« Dès mon arrivée à Ottawa, le ministre a nommé un Comité consultatif de la Bibliothèque nationale pour m'aider dans les préparatifs. Il comptait dix membres venant de tous les coins du pays, ainsi que Francis Hardy, bibliothécaire du Parlement, et moi-même. Selon moi, le pivot de ce comité était constitué des bibliothécaires Edgar Robinson, de la bibliothèque publique de Vancouver, Elizabeth Dafoe, de la bibliothèque de l'Université du Manitoba, et Peter Grossman, des bibliothèques régionales de Nouvelle-Écosse.

« La première réunion du Comité eut lieu le 4 mars 1949. J'ai alors suggéré que la première étape vers une Bibliothèque nationale devrait être la création d'un Centre bibliographique qui, avec un minimum de livres et de personnel, pourrait mettre sur pied deux projets représentant des fonctions évidentes d'une Bibliothèque nationale, soit la constitution d'un Catalogue collectif, qui donnerait accès aux ressources en livres de notre pays, et la compilation d'un catalogue des publications courantes d'origine, d'auteur ou d'intérêt canadien, qui, je l'espérais, pourrait rapidement être publiée sous forme d'un périodique distribué

gratuitement à toutes les bibliothèques canadiennes.

« Durant l'année suivante, nous n'avons pu faire guère plus que planifier en attendant l'allocation de fonds dans les prévisions budgétaires de 1950-1951; mais en février 1950, le ministre m'avait donné l'autorisation écrite anticipée d'aller de l'avant dans l'organisation d'un Centre bibliographique. Martha Shepard, auparavant de la Division de référence de la Toronto Public Library, est devenue directrice du Centre le 1^{er} mai 1950. M^{me} Jean Lunn, auparavant bibliothécaire de l'Institut Fraser de Montréal, s'est jointe au personnel le 1^{er} juillet en tant que bibliographe, et a immédiatement assumé la responsabilité de la liste en cours qui, nous l'avions décidé, s'appellerait *Canadiana*. Elle parut pour la première fois, de façon indépendante, en janvier 1951; cette date marqua le début d'une lutte continue, d'abord pour publier à temps chaque numéro mensuel (ce dont nous fûmes souvent incapables), et ensuite pour obtenir des exemplaires des nouvelles publications qui devaient y figurer. C'était un véritable travail de détective, un travail énorme, magistralement accompli pendant des années par Adèle Languedoc, qui s'était jointe au personnel en janvier 1951. Le trio Shepard-Lunn-Languedoc formait une combinaison extraordinaire de talents très variés; le projet de la Bibliothèque nationale profita grandement de leur dévouement durant les vingt années suivantes, la plupart du temps dans des conditions de travail qui étaient loin d'être idéales.

« Dès 1951, j'avais entrepris une épuisante exploration à pied des alentours d'Ottawa, à la recherche d'un site possible pour l'édifice de la Bibliothèque

nationale. Dès le début, je gardais à l'esprit que le futur édifice abriterait à la fois la Bibliothèque nationale et les Archives publiques. Pour moi, cette idée représentait une excellente stratégie. Je savais bien qu'on s'était montré favorable à la construction prochaine d'un édifice pour la bibliothèque, mais aucune disposition financière significative n'avait encore été prise pour la bibliothèque elle-même. En 1952, au moment du dénouement, le Centre bibliographique était toujours assez confortablement installé dans l'une des plus grandes salles du musée de l'ancien édifice des Archives. Il n'était pas raisonnable de soutenir qu'une organisation aussi minuscule justifiait la construction de vastes locaux pensés en fonction de l'avenir. Si une structure indépendante devait être construite, ce serait plus ou moins à l'échelle de la Bibliothèque publique d'Ottawa. Ma solution au dilemme fut de supposer (et c'est ce qui s'est produit) qu'au moment de construire, nul n'aurait d'objection à ce que j'entreprenne d'abriter dans le nouveau bâtiment les deux directions dont j'étais responsable, plutôt que seulement celle dont on parlait alors le plus. »

Dans cet article, M. Lamb se révèle de nouveau un meneur sympathique et généreux, qui n'hésite pas à souligner l'aide des personnes qui l'ont secondé dans l'entreprise de sa vie, qui était de fonder une organisation tout en en administrant une autre. Puisqu'il avait l'habitude d'aborder ses responsabilités avec un certain humour mordant, il comprendrait que je vous conseille vivement de ne pas jeter les chandelles d'anniversaire du Centre bibliographique, mais de les garder pour le 50^e anniversaire de la Bibliothèque nationale elle-même, qui aura lieu en 2003.

Ian E. Wilson,
Archiviste national



Félicitations



La Bibliothèque du Parlement est heureuse de se joindre aux autres membres de la collectivité des bibliothèques canadiennes pour souligner le 50^e anniversaire du Centre bibliographique canadien. La coopération de longue date entre la Bibliothèque du Parlement et la Bibliothèque nationale s'est développée au fil des ans et se poursuivra dans les années à venir.

*Richard Paré,
bibliothécaire parlementaire*



L'Ontario Library Association est fière des efforts déployés, à ses débuts, par l'Association ainsi que par ses présidents et sa présidente tels que Lawrence Burpee, Fred Landon et Mary J.L. Black pour créer une bibliothèque nationale au Canada. L'importante contribution de ces personnes et des équipes de pionniers et pionnières de partout au Canada qui les ont accompagnées demeure une source d'inspiration. À l'occasion de cet anniversaire significatif, nous félicitons ceux et celles qui ont été et qui sont encore responsables de cette réalisation.

*Larry Moore,
directeur exécutif, OLA*



La fondation du Centre bibliographique en 1950 a marqué le début d'un partenariat long et fructueux entre la bibliothèque nationale du Canada et l'association canadienne des bibliothèques. Dans les premières années, ce partenariat était particulièrement important, car le personnel d'Ottawa de l'Association canadienne des bibliothèques travaillait en étroite collaboration avec la directrice Martha Shepard et le personnel du Centre bibliographique, alors qu'ils s'efforçaient de relever le défi extraordinaire qu'a constitué la création du premier catalogue collectif national et qu'ils posaient le fondement d'une norme d'excellence dans les services bibliographiques offerts aux bibliothèques, aux érudits et aux chercheurs canadiens depuis les 50 dernières années.

*Leacy O'Callaghan-O'Brien,
directrice exécutive adjointe, CLA*



La British Columbia Library Association est heureuse d'offrir ses félicitations à l'occasion du 50^e anniversaire de la création du Centre bibliographique canadien. Les bibliothèques de tout le pays continuent d'offrir d'excellents services et d'élaborer des façons novatrices de desservir leurs collectivités. Il est donc important de faire jaillir l'apport important de ces premiers défenseurs des services de bibliothèque et de souligner leur travail préparatoire qui rend possible le travail qui se poursuit aujourd'hui.

*Michael Burries,
directeur exécutif, BCLA*

Le texte intégral des articles de Richard Paré, bibliothécaire parlementaire, et de Leacy O'Callaghan-O'Brien, directrice exécutive adjointe, Canadian Library Association, paraîtra dans la livraison de juin des *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*.

Merci à notre partenaire de Lisez sur le sujet

Lisez sur le sujet

Thème de 1999 : Humour
Thème de 1998 : Mystère et aventure
Thème de 1997 : Sports
Thème de 1996 : Histoire
Thème de 1995 : Science-fiction et
fantaisie
Thème de 1994 : La Famille
Thème de 1993 : Légendes
autochtones

Accessibles dans le site Web de la
Bibliothèque nationale à
<<http://www.nlc-bnc.ca/pubs/ruoi/>>

Au cours des dix dernières années, Postes Canada a fourni son soutien à plusieurs programmes et entreprises dans le domaine de l'alphabétisation. Son soutien au programme Lisez sur le sujet fait en sorte que la publication est accessible partout au Canada.



Roch Carrier a rencontré récemment l'honorable André Ouellet, président et premier dirigeant de la Société canadienne des postes. Les discussions ont porté sur le tarif des livres de bibliothèque et l'alphabétisation. M. Ouellet a réitéré l'intérêt de Postes Canada pour le tarif des livres ainsi que son intention de travailler de concert avec des partenaires en vue de promouvoir l'alphabétisation au Canada.



Calendrier de formation

Accès AMICUS est disponible aux bibliothèques canadiennes, aux autres établissements et aux chercheurs. Il est possible d'utiliser Accès AMICUS à partir du Web, Z39.50, Telnet, Datapac et iNet. La formation est offerte à divers endroits à travers le Canada. La formation est recommandée afin d'utiliser Accès AMICUS le plus efficacement possible. Chaque nouvel utilisateur doit signer une entente relative à l'utilisation du service.

Pour vous inscrire à une séance, veuillez communiquer avec les Services de technologie de l'information par téléphone au (819) 997-7227, télécopieur : (819) 994-6835, ATME : (613) 992-6969, X.400 : [cic-its]gc+nlc.bnc@govmt.canada.ca, ou courrier électronique : cic@nlc-bnc.ca. Les inscriptions doivent être reçues avant la date d'échéance précisée pour chacune des séances. Toute séance peut être annulée si le nombre d'inscriptions est insuffisant. Pour plus de renseignements, veuillez consulter notre site web à l'adresse : <http://www.nlc-bnc.ca/amicus/access/famiform.htm>.

Pour les nouveaux clients, le coût de la séance de formation par participant est de 165 \$* pour une séance de formation d'une journée, ou de 290 \$ pour une séance de deux jours (les deux comprennent la mise en place technique). Pour les clients actuels, le coût de la formation est de 225 \$* par participant pour une formation de deux jours ou de 125 \$* pour une formation d'une journée. Les participants reçoivent une facture après la séance de formation. Les participants inscrits qui annuleront une semaine avant ou dans les derniers jours précédant la séance devront payer le coût total des frais de formation.

La Bibliothèque nationale offre également des séances de formation en groupe selon la disponibilité des instructeurs. Veuillez communiquer avec le coordonnateur d'Accès AMICUS afin d'obtenir de plus amples renseignements sur les coûts des séances spécialisées.

Suite à la séance de formation, les coûts d'utilisation d'Accès AMICUS sont modiques. Un coût minimum de 40 \$ couvrant une période de trois (3) mois est exigé si le système a été utilisé durant cette période.

Date limite d'inscription	Endroit	Date de la séance
1 ^{er} mai	Université Dalhousie Pièce 3615, salle d'ordinateurs Bibliothèque Killam, 3 ^e étage École de bibliothéconomie et des sciences de l'information Halifax (Nouvelle-Écosse)	23 mai : Accès AMICUS sur le Web (en anglais) 24 mai : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en anglais)
8 mai	Services de technologie de l'information Salle de formation, 9 ^e étage Bibliothèque nationale du Canada 25, rue Eddy Hull (Québec)	23 mai : Accès AMICUS sur le Web (en français) 24 mai : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en français)
15 mai	Université Laval Pièce 1353 Bibliothèque – Pavillon Bonenfant Sainte-Foy (Québec)	6 juin : Accès AMICUS sur le Web (en français) 7 juin : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en français)
23 mai	Université de la Colombie-Britannique Pièce B214, 2 ^e étage Arts Computing Centre Édifice Buchanan 1866, rue Mall Vancouver (Colombie-Britannique)	13 juin : Accès AMICUS sur le Web (en anglais) 14 juin : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en anglais)
29 mai	Alberta Research Council Multipurpose Room Rez-de-chaussée 250, chemin Karl Clark Edmonton (Alberta)	20 juin : Accès AMICUS sur le Web (en anglais)
29 mai	Université Laurentienne Salle d'ordinateurs, pièce C-305 Bibliothèque J.N. Desmarais Sudbury (Ontario)	20 juin : Accès AMICUS sur le Web (en anglais) 21 juin : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en anglais)
5 juin	Université de Moncton Bibliothèque Champlain Local #133 Moncton (Nouveau-Brunswick)	27 juin : Accès AMICUS sur le Web (en français) 28 juin : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en français)
27 juin	Services de technologie de l'information Salle de formation, 9 ^e étage Les Terrasses de la Chaudière 25, rue Eddy Hull (Québec)	11 juillet : Accès AMICUS sur le Web (en anglais) 12 juillet : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en anglais)
10 juillet	Services de technologie de l'information Salle de formation, 9 ^e étage Les Terrasses de la Chaudière 25, rue Eddy Hull (Québec)	25 juillet : Accès AMICUS sur le Web (en français) 26 juillet : Accès AMICUS via Telnet/Datapac (en français)

* Les taxes ne sont pas incluses.

À NOTER : Les frais encourus peuvent être modifiés.